

Défense français, « l'installation de B2-Namous est détruite et est rendue à son état naturel » en 1978.

Investissements virtuels

Après avoir rencontré, à la fin de l'année 1999, le président Abdelaziz Bouteflika, le président de l'Eximbank, James Harmon, affirme que « pour les dix prochaines années, l'Algérie est mieux placée que d'autres pays pour attirer des investissements étrangers et les États-Unis peuvent faire beaucoup plus que d'autres dans ce domaine ». Pourtant de tels propos ne seront pas suivis d'actes concrets et les investissements en question resteront virtuels. Malgré le caractère dépassionné des relations algéro-américaines (contrairement aux rapports avec la France), les USA ne donnent guère l'impression de vouloir engager des investissements en Algérie en dehors du secteur des hydrocarbures. Après la signature en mars 1996 d'un accord de rééchelonnement de la dette algérienne d'un peu plus de 1 milliard de dollars avec Washington, les compagnies pétrolières américaines prennent d'assaut le Sud algérien.

D'importants investissements sont enregistrés, en particulier pour Arco (1,5 milliard de dollars en 1996), Anadarko Petroleum, Bechtel, Louisiana Land and Exploration ou encore Exxon. Cet effort américain explique le fait que les compagnies américaines sont responsables de plus de la moitié des découvertes pétrolifères réalisées sur le continent africain.

Autre secteur de coopération algéro-américain : le domaine militaire. En octobre 1998, des manœuvres militaires conjointes entre les USA et l'Algérie sont organisées en Méditerranée. En 1999, l'Algérie qui tente de moderniser son armée, a déboursé pas moins de 600 millions de dollars pour l'acquisition de matériel militaire américain, devenant ainsi le deuxième client des USA dans le monde arabe et le septième dans le tiers-monde. Les USA ont lancé un programme de formation de sous-officiers et d'officiers au profit de plusieurs pays dont l'Algérie. Après la visite du commandant de la sixième flotte américaine, Daniel Murphy, à Alger en septembre 1999, l'amiral Charles Stevenson Abbot, commandant en chef adjoint du commandement américain en Europe, s'est entretenu dans la capitale algérienne, le 24 avril 2000, avec Abdelaziz Bouteflika et le général de corps d'armée, Mohamed Lamari, chef d'état major de l'armée algérienne. Washington veut une alliance stratégique avec Alger puisque l'Algérie a adhéré au dialogue de l'OTAN.

Les canaux de négociation

L'assassinat, au printemps 1996, des sept religieux de Tibhirine a fait couler beaucoup d'encre. Cette affaire donne une idée sur la complexité de la situation en Algérie. Enlevés le 26 mars 1996, la vie des sept moines sera l'objet d'obscur tractations avant que leur mort ne soit annoncée à la fin du mois de mai 1996. Le père Gérard, prier de l'abbaye d'Aiguebelle, révèle qu'un émissaire du gouvernement français se serait rendu, à la mi-mai, auprès des otages, qu'il aurait rencontrés pendant dix minutes et à qui il aurait donné la communion. Pourtant pour le porte-parole du Quai d'Orsay, Yves Doutriaux, « il n'y a pas eu de négociation, il n'y a pas eu de tractations ». Il semble que dès l'enlèvement des sept moines deux canaux de négociation se soient mis en place. L'un, officiel, avec les autorités algériennes est chapeauté du côté français par le général Philippe Rondot, spécialiste du monde arabe à la DST (et interlocuteur habituel du DRS) qui se rend début avril à Alger. Ancien patron de la DST, Yves Bonnet fait également une brève halte à Alger, le 6 mai.

L'autre canal a été activé plus tard. Les Français veulent alors avoir une preuve que les otages sont toujours vivants. Cette preuve, ils l'obtiennent le 30 avril, lorsqu'un messager dépose à l'ambassade de France à Alger une cassette audio contenant un enregistrement des voix des sept religieux. Pour dater le document les ravisseurs enregistrent les moines sur un fond sonore identifiable, le bulletin d'information émis le 20 avril par la radio franco-marocaine, *Médi 1*, basée à Tanger et beaucoup écoutée en Algérie. Le messager, avait travaillé, avec son père, comme jardinier à l'ambassade de France à Alger. Cet homme est également le frère d'Abdelah Yahia, un des membres du commando qui avait détourné l'Airbus d'Air France en décembre 1994. Selon *Le Nouvel Observateur* (du 30 mai 1996), c'est lui qui après l'assassinat de cheikh Saharaoui à Paris, le 19 août 1995 et l'attentat au métro Saint-Michel, apporte à l'ambassade de France à Alger le texte de « la Déclaration de guerre à la France » et qui commence par ces mots : « Jacques Chirac, soumets-toi ». Le messager en question est un intermédiaire habituel entre la DGSE et les islamistes. Il est aussi impossible qu'il ne soit pas connu du DRS. Il semble que les moines ont été finalement tués à la suite de malentendus entre les services algériens et leurs homologues français. En se rendant au lieu de détention des moines, l'énigmatique « émissaire français » dont fait part le père Gérard, ne pouvait pas

échapper à la surveillance du DRS. Ce dernier ne pouvait logiquement tolérer le succès du deuxième canal de négociation. Une enquête du quotidien *Le Monde* (du 8 juin 1998) abonde dans le même sens et « donne du crédit à la thèse de l'infiltration du groupe de ravisseurs par les services de sécurité algériens et d'un dérapage final causé par un désaccord entre ses derniers et leurs homologues français ». Cet « affrontement » des hommes de l'ombre de France et d'Algérie devient presque patent à l'occasion des attentats de l'été 1995 à Paris. Des membres du réseau de Chasse-sur-Rhône de groupes islamistes armés, responsables de cette campagne d'attentats accusent, au cours de leur procès, Alger de les avoir « téléguidés ». Dans son livre *La Nouvelle guerre d'Algérie* (Éditions La Découverte, Paris 1999), Djallal Malti ne va pas par mille chemins pour signifier que la DST sait qu'Alger a commandité ces explosions afin de contraindre Paris à s'impliquer dans la lutte contre les islamistes. Présenté comme le cerveau de la campagne d'attentats de l'été 1995, Ali Touchent alias Tarek est soupçonné par Paris d'être un agent des services algériens. Décédé dans des circonstances obscures à Alger en 1997, la nouvelle de la mort de Ali Touchent n'est connue qu'une année plus tard. C'est certainement dans ce contexte que Lionel Jospin affirme, à propos du drame algérien, au quotidien *Le Monde* en juillet 1997 que « le gouvernement français est contraint dans son expression ». C'est également dans cette optique qu'on peut essayer de comprendre les propos d'un opposant algérien repris par Abed Charef (dans son livre *Autopsie d'un massacre*⁽⁶⁾, qui soulignait que « le GIA est une organisation dans laquelle l'islamisme constitue la base, mais dont les actions sont détenuées par les services algériens, français et américains, marocains et probablement israéliens et d'autres pays ».

Un dialogue de fond

Au moment où l'Algérie vacille durant les années 1994-95, les découvertes pétrolières se font de plus en plus nombreuses dans le sud du pays. C'est ce qui renforce la crédibilité financière de l'Algérie, soutenue par le FMI et la Banque mondiale. En mai 1996, le directeur des affaires égyptiennes et nord africaines au Département d'État, Richard Jackson, affirme, au cours d'un colloque organisé à Washington que « l'Algérie est économiquement un important acteur ». Le responsable américain signale que l'Algérie « est un producteur significatif de pétrole et de gaz de haute qualité qui était en 1994 le